

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Cheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, Emir de l'Etat du Qatar, Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de Moustafa Abdel Jalil, Président du Conseil national de transition libyen, sur le présent et l'avenir de la Libye, à Paris le 1er septembre 2011.

LE PRESIDENT -- Mesdames et Messieurs, au moment où cette Conférence sur la Libye libre, la Libye de l'avenir se termine, je voudrais en introduction à cette conférence de presse, après cette réunion que nous avons co-présidée avec le Premier ministre David CAMERON, dire d'abord dans notre esprit, que cette réunion marque le refus déterminé d'un quelconque affrontement entre l'Occident et l'Orient. Il y avait autour de la table des pays arabes, des pays africains, des pays européens, des pays occidentaux qui ont parlé le même langage. Il n'y a aucune fatalité à l'opposition entre l'Orient et l'Occident.

Nous avons voulu également manifester l'affirmation que les valeurs de la démocratie sont absolument universelles et que ces valeurs de la démocratie valent pour les peuples arabes comme pour les peuples européens, pour les peuples d'Afrique comme pour les peuples d'Occident. C'est un droit.

Nous avons voulu également dire qu'entre l'intervention en Côte d'Ivoire et l'intervention militaire en Libye, nous souhaitons que ce soit le début d'une politique autorisée par les Nations Unies qui met la force militaire au service de la protection de populations qui risquent d'être martyrisées par leurs propres dirigeants. Il y a eu des milliers, des dizaines de milliers de vies épargnées en Libye grâce à l'intervention.

Et enfin, l'ensemble des pays européens présents a bien voulu considérer que la Méditerranée, c'est une zone frontalière de l'Europe et que c'était le devoir de l'Europe de se préoccuper elle-même de l'équilibre et de la paix dans les zones qui lui sont proches. Et c'est un progrès par rapport à ce qui s'est passé il y a quelques années dans l'ex-Yougoslavie.

L'ensemble des décisions qui ont été prises concerne d'abord la demande unanime de levée du gel des avoirs libyens. L'argent qui a été détourné par M. KADHAFI et ses proches doit revenir aux Libyens. Et tous, nous nous sommes engagés à débloquer l'argent de la Libye d'hier pour financer le développement de la Libye d'aujourd'hui.

Nous nous sommes mis également d'accord pour la poursuite des frappes de l'OTAN tant que M. KADHAFI et ses partisans seront une menace pour la Libye. L'ensemble des participants ont

demandé au CNT d'engager un processus de réconciliation et de pardon pour que les erreurs qui ont été faites dans d'autres pays dans le passé servent de lumière pour l'avenir de la Libye. Rien ne peut se faire sans la réconciliation et sans le pardon.

Tous ont demandé, les participants de la conférence, l'élargissement de la reconnaissance des nouvelles autorités CNT. Et tous, nous nous sommes engagés à ouvrir au plus tôt nos nouvelles ambassades à Tripoli. Et enfin, nous avons décidé la transformation du groupe de contacts en Groupe des Amis de la Libye.

Enfin, je voudrais dire, à titre personnel, en terminant, combien il était précieux pour David CAMERON, pour moi que, dès le premier jour de l'intervention militaire, il y ait eu parmi l'ensemble des pays de la coalition trois pays arabes qui ont eu le courage d'assumer leurs responsabilités : le Qatar, les Émirats Arabes Unis et la Jordanie. Que les choses soient très claires, nous ne serions pas intervenus sans la résolution des Nations Unies, M. le Secrétaire général, mais l'intervention aurait été beaucoup plus difficile si, dès les premières heures, des amis arabes ne s'étaient pas rassemblés autour de nous pour bien montrer le côté international de la coalition. Et nous l'avons dit, nous nous réjouissons, bien sûr, des soixante-trois pays présents, mais nous avons voulu dire aussi aux Qataris, aux Émiratis et aux Jordaniens, que nous n'oublierons jamais que, dès les premières minutes, ils étaient avec nous dans le ciel de Libye pour protéger la population.

M. DAVID CAMERON -- Merci, Nicolas, et merci pour l'organisation et la tenue de cette conférence et merci de l'avoir co-présidée à mes côtés. La dernière fois que nous nous sommes réunis ici, à Paris, les chars de KADHAFI étaient aux portes de Benghazi et KADHAFI avait promis de chasser et de tuer ses propres citoyens, de les chasser comme des rats. Le massacre était imminent. Cinq mois plus tard, le peuple libyen a repris le contrôle de son pays. Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'Aïd est célébrée cette année dans une Libye libérée de la dictature.

Je suis fier de ce que les forces britanniques ont accompli aux côtés de nos alliés et comme Nicolas l'a souligné, à juste titre, aux côtés du Qatar, des Émirats Arabes Unis et de la Jordanie, qui ont joué un rôle fondamental ainsi que les Etats-Unis qui ont joué un rôle crucial. Je salue également le rôle joué par l'OTAN pour protéger les populations civiles des attaques brutales et sanguinaires de KADHAFI.

Mais il faut que les choses soient claires, c'est le peuple libyen lui-même qui a libéré la Libye. Le peuple de Misrata, le peuple de Zawiya qui a tenu tête aux forces de KADHAFI. Les citoyens de Djebel Nafoussa qui se sont réfugiés dans les cavernes occupées de leurs ancêtres et qui ont combattu pour libérer Tripoli. Et enfin, ce sont les habitants de Tripoli eux-mêmes qui ont libéré leur propre ville à la sueur de leur front et au risque de leur vie.

Mais comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, le combat n'est pas terminé. C'est pourquoi, nous nous engageons à trois titres aujourd'hui ici, à Paris. Premièrement, l'OTAN et nos alliés continueront les opérations militaires dans la mise en œuvre de la résolution 1970 et 1973 du Conseil de Sécurité tant que c'est encore nécessaire de rester sur le terrain pour protéger les vies des citoyens.

Deuxièmement, les pays présents aujourd'hui ont réaffirmé leur engagement, ainsi que le CNT, au principe démocratique de libertés et de droits fondamentaux aujourd'hui à Tripoli. Il faut que nous réfléchissions à toutes les victimes des souffrances, les victimes des exactions, les victimes des exécutions sommaires, il faut que les coupables soient traduits en justice. Il faut honorer les engagements pris par le Conseil national de transition, les engagements qui seront aidés par la Grande-Bretagne. Et enfin, la Grande-Bretagne s'engage à soutenir le Président ABDEL JALIL, le Premier ministre JIBRIL dans leur tentative de mener à bien une transition démocratique ouverte à tous, et surtout, pleinement appropriée par les Libyens. Il n'y aura pas de chaos sans KADHAFI, alors que certains le prédisaient, certains prévoyaient le désordre dès la chute du régime.

Aujourd'hui il faut surmonter ces mauvaises langues.

Bien entendu, tout n'est pas rose dès aujourd'hui, mais les Libyens ont d'ores et déjà fait preuve de courage, d'esprit de détermination et de résistance. Ils font face aujourd'hui à des pénuries

d'électricité, d'eau, les hôpitaux sont néanmoins en train de rouvrir. Le CNT a toujours prévenu contre les risques de désordre, de confrontation et surtout de vengeance. Le CNT l'a répété à plusieurs reprises ce soir, c'est un message qui est porté loin.

À l'issue de cette réunion, les pays autour de la table se sont engagés à apporter leur soutien et leur assistance au CNT, et la Grande-Bretagne va jouer son rôle. Nous avons notamment débloqué 1 milliard de livres en dinars pour envoyer à Tripoli. Nous allons envoyer une assistance humanitaire et technique et médicale. Nous allons continuer à jouer le rôle qui doit nous être dévolu car nous ne pouvons pas nous permettre un échec. Les citoyens libyens méritent notre soutien et c'est un honneur pour nous de travailler aux côtés de tous nos partenaires aujourd'hui, surtout nos partenaires du Qatar, des Émirats Arabes Unis et de la Jordanie ainsi que le Président ABDEL JALIL, le Premier ministre JIBRIL du Conseil national de transition, ainsi qu'aux côtés du Président SARKOZY qui a beaucoup œuvré pour rassembler cette coalition qui rassemble des pays du Nord, du Sud, d'Orient, d'Occident, des musulmans, des chrétiens dans cette coalition qui est à l'aube de son succès.

Je vous remercie.

M. MOUSTAFA ABDEL JALIL -- Bonsoir. Je voudrais tout d'abord dire que le peuple libyen sur lequel vous avez parié et qui a prouvé à tout le monde qu'il voulait la liberté, la démocratie, est un peuple musulman qui respecte tous les engagements, qui insiste sur le respect de la dignité, de la liberté et de l'honneur. Nous avons parié sur ce peuple, disais-je, lorsque nous avons demandé à la communauté internationale de travailler pour rendre sa liberté à ce peuple afin qu'il puisse exprimer ses aspirations dans les zones de l'Ouest du pays. Lorsque les zones du Nord et de l'Est se sont libérées, nous avons demandé à la communauté internationale, lorsque le régime de KADHAFI a encerclé un certain nombre de villes, de protéger ces citoyens qui voulaient s'exprimer librement. Nous avons fait ce pari et nous l'avons gagné. Misrata a résisté, le Djebel Gharbi, les montagnes de l'Ouest ont résisté. Zouara et Misrata ont donné un exemple de sacrifice. Tripoli s'est enfin soulevé, et vous avez peut-être vu combien les Libyens, tous ensemble, les révolutionnaires, tous ensemble, ont travaillé. Et c'était là le premier pari.

Le deuxième pari : la communauté internationale dans toutes ses composantes, à commencer par le Conseil de coopération du Golfe, en passant par la Ligue des États arabes puis l'Union européenne, la Conférence pour la Coopération islamique, les Nations Unies, ont tous parié sur les Libyens et ont adopté les résolutions 1970 -- sur le gel des avoirs -- et 1973 -- imposant le blocus aérien par tous les moyens nécessaires -- et ont confié le soin de mettre en œuvre cette résolution à l'OTAN pour instaurer une protection militaire qui a protégé le peuple libyen contre une catastrophe que l'Histoire n'aurait jamais oubliée. Voilà donc le deuxième pari.

Le monde a parié sur les Libyens et les Libyens ont fait preuve de courage de détermination et ont réalisé leurs aspirations jusqu'à maintenant. Je voudrais m'adresser au peuple libyen pour dire, comme nous avons parié sur vous, comme la communauté internationale a parié sur vous, les choses sont aujourd'hui entre vos mains pour prouver diverses raisons.

Premièrement, pour respecter nos engagements. Deuxièmement, pour instaurer la stabilité et la paix en Libye même. Troisièmement, le pardon, la tolérance et laisser le droit régner, dire son mot. Vous avez vu comment Mouammar KADHAFI mettait les pneus de voitures autour des révolutionnaires et y mettait le feu. Vous avez vu les viols, vous avez vu les souffrances des enfants. Nous allons laisser l'Histoire s'en faire juge. Ensuite l'islam encourage le pardon, encourage à la réconciliation, et il y a le droit qu'il faudra faire valoir et respecter.

Je voudrais remercier la communauté internationale pour tous ses encouragements. Nous pensons que ces mesures sont absolument essentielles. La réunion de tous ces pays de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud pour être aux côtés du droit, de la justice sont extrêmement importants. La Libye fait partie de cette communauté internationale qui veut la paix, la stabilité et la justice partout dans le monde. Je voudrais saluer tous ceux qui ont travaillé pour cela. Je voudrais saluer le Président de la République française Nicolas SARKOZY, je voudrais saluer David CAMERON, Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, nos alliés de Jordanie, des Émirats Arabes Unis, des États-Unis, les Italiens, qui ont toujours participé à l'action de l'OTAN pour permettre au peuple libyen de faire ce qu'il a pu faire.

Je vous remercie.

CHEIKH HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI -- Je remercie le Président Nicolas SARKOZY pour la façon dont il a dirigé cette conférence que nous pensons être extrêmement importante et, en particulier, en cette période où le peuple libyen veut son indépendance et sa liberté totale. Je sais que sans l'aide de l'OTAN, nous n'aurions pas pu libérer le peuple libyen. Je dois aussi reconnaître que peut-être, la Ligue arabe n'en a pas fait assez. Les armées des pays arabes, les aviations des pays arabes auraient pu aider et auraient peut-être même pu mener cette action sans l'aide de l'OTAN, mais cela n'a pas eu lieu. Donc l'aide demandée à l'OTAN s'est imposée, à notre avis, comme étant un devoir légitime pour soutenir, protéger et aider un peuple qui voulait recouvrer sa liberté et sa dignité.

Au début de son intervention, le Président SARKOZY avait parlé d'Est et d'Ouest.

Personnellement, je crois qu'il n'y a pas de lutte entre l'Est et l'Ouest, l'Orient et l'Occident. La lutte vient de guerres, de part et d'autre, c'est cela qui avait causé par le passé les conflits entre l'Orient et l'Occident. Lorsque les Etats-Unis sont venus aider la Bosnie, le monde a exprimé sa satisfaction, tous les pays du monde, y compris les pays arabes, et musulmans de même, ce qu'il s'est passé lorsqu'il s'est agi de secourir le peuple libyen. Vous souvenez-vous de n'importe quelle manifestation dans un pays arabe et musulman contre cette intervention de l'OTAN ? Est-ce que l'un de vous se souvient d'une telle manifestation ? Les pays qui sont allés aider la Libye n'étaient pas des pays conquérants, et c'est cela qu'il ne faut pas oublier, c'est cela qui est prouvé aujourd'hui et c'est cela qui sera prouvé après la libération de la Libye. Et comme l'a dit le Président ABDEL JALIL, qui a exprimé son souhait de voir la paix prévaloir, de voir le peuple libyen éviter les actes de vengeance. Ce sont les Libyens qui vont devoir décider de leur avenir. Les choses sont entre leurs mains.

Merci Monsieur le Président.

M. BAN KI-MOON -- Je voudrais vraiment exprimer mes remerciements au Président Nicolas SARKOZY et au Premier ministre David CAMERON qui ont organisé cette réunion aujourd'hui, à point nommé. C'est la deuxième fois que nous nous réunissons à Paris après une première réunion, il y a six mois. Je me félicite de la participation intense de la communauté internationale, des pays membres qui ont apporté leur soutien ou des pays qui ont été un peu réticents au départ à rejoindre les forces de la coalition pour amener la paix, la sécurité et la liberté au peuple libyen.

Cela envoie un signal fort de la communauté internationale qui soutient une Libye stable et démocratique. Je me félicite en particulier du courage et de la détermination du peuple libyen sous la direction du Président ABDEL JALIL et du Premier ministre JIBRIL. Je compte sur eux pour poursuivre sur cette voie.

Mesdames et Messieurs, les discussions que nous avons menées aujourd'hui étaient ambitieuses, concrètes et d'une vaste portée. Tout le monde a convenu que le moment était critique et que l'ensemble de la communauté internationale coopère la main dans la main, parlant d'une voix autour d'un programme coordonné d'actions. Tout le monde a convenu que les Nations Unies devraient avoir un rôle de direction de ces travaux.

Je voudrais en particulier remercier tous les pays membres qui ont participé à la réunion d'aujourd'hui et qui nous ont apporté tout leur soutien pour les propositions soumises par les Nations Unies en étroite concertation avec les dirigeants du Conseil national de transition. Ces projets sont bien avancés. Sur le fond, la réunion d'aujourd'hui s'est surtout concentrée sur les besoins les plus immédiats, les priorités les plus urgentes que nous ont présentées les représentants du CNT, le Président et le Premier ministre.

Il est évident que pour nous le défi le plus immédiat pour la communauté internationale est de savoir comment relever le défi de l'aide humanitaire. Quelque 860 000 personnes ont quitté la Libye depuis le mois de février, parmi eux une main d'uvre qualifiée. On a besoin de cette main d'uvre qualifiée, de médicaments, d'alimentation, d'eau. Et là, sur ces principaux domaines, la crise est sévère. Nous avons besoin du soutien de la communauté internationale qui est prête à donner ce soutien pour apporter toute l'aide humanitaire dont la Libye a besoin. Ces besoins

humanitaires urgents, la communauté internationale s'y attèle, mais les Nations Unies essaient aussi de définir avec le CNT les besoins à plus long terme de la Libye.

Le CNT a identifié aujourd'hui au cours de la réunion toute une série de domaines pour lesquels ils ont sollicité notre assistance. Cela va de la protection des droits de l'Homme, des mesures transitoires de justice, la politique pour préparer les élections, la mise en place d'institutions, la création d'une constitution. Le temps nous manque, il nous faut agir rapidement. Nous allons donc veiller à ce que les Nations Unies aboutissent rapidement à obtenir un mandat. Notre équipe humanitaire est déjà sur place à Tripoli. J'ai demandé à mon Conseiller spécial pour la planification post-conflit, M. Ian MARTIN, de se rendre à Tripoli aussitôt cette réunion terminée pour accélérer la préparation de la mission d'assistance des Nations Unies afin de répondre aux besoins prioritaires du peuple libyen et des autorités transitoires.

Je voudrais pour conclure souligner deux aspects. D'abord, les principes d'appropriation de la Libye. L'avenir libyen doit être décidé par le peuple libyen. Il doit être mis en place par le peuple libyen au cours des semaines et des mois à venir. La communauté internationale va être aux côtés du CNT pour identifier les besoins et mettre en place les partenariats pour répondre à ces besoins.

Deuxièmement, l'importance qu'il faut accorder à la coordination des efforts, en étroite coopération avec la direction libyenne, nous devons essayer dans la mesure du possible d'éviter la confusion, d'éviter les doublons. Les ressources financières et le temps ne sauraient être gaspillés. Nous devons concentrer nos efforts.

Les Nations Unies sont prêtes. Je compte sur le plein soutien de la communauté internationale. Nous travaillons ensemble en partenariat. Nous pourrions envisager avec optimisme l'entrée de la Libye dans une nouvelle ère de son histoire moderne, une nouvelle ère de démocratie de paix et de prospérité, renouvelée pour l'ensemble du peuple libyen.

Merci.

LE PRESIDENT -- Merci, Monsieur le Secrétaire général. S'il y a des questions nous allons essayer d'y répondre.

QUESTION -- Je vais poser trois questions. Vous avez parlé de ce qui s'est passé dans le passé, c'est-à-dire l'intervention à Benghazi, à Tripoli et ensuite, mais vous n'avez pas parlé de ce qui s'est passé aujourd'hui. Votre conférence, c'est le soutien pour le peuple libyen, peut être les Nations Unies ont parlé de cela un peu, mais on n'a pas entendu assez de ce qui s'est passé dans cette conférence, par rapport à la reconstruction de la Libye, le soutien surtout matériel au niveau du pétrole et ensuite de l'argent etc.

Et je pose ma question en arabe. Une question en arabe, si vous le permettez, concernant les envoyés libyens.

LE PRESIDENT -- Si, nous avons parlé très en détail de la situation d'aujourd'hui sur deux plans. D'abord, nous en avons parlé sur un plan militaire, puisque le Secrétaire général de l'OTAN était là, et nos amis libyens nous ont indiqué qu'ils avaient besoin que les opérations militaires ciblées de l'OTAN continuent tant que M. KADHAFI, ses mercenaires et ses séides étaient une menace. C'est une première demande, mais ils le diront mieux que moi qui concerne aujourd'hui et naturellement demain.

Pour aujourd'hui aussi, les représentants de la Libye nous ont demandé -- aux 63 pays présents -- de dégeler les avoirs. Et à la suite des différentes interventions autour de la table, c'est une quinzaine de milliards de dollars d'avoirs libyens dans nos pays qui sont immédiatement dégelés. La France, si mon souvenir est exact -- merci, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères -- a dégelé aujourd'hui-même 1,5 milliard d'euros. Nous voulons rendre aux Libyens l'argent qui a été gelé et qui leur avait été volé. Ça, c'est d'aujourd'hui. Et puis, des choses très précises : des centaines de mobiles homes vont partir de France pour être livrés. Le Premier ministre JIBRIL nous l'avait demandé pour permettre la rentrée scolaire. Des médecins, des équipes de rééducation vont partir de l'ensemble de nos pays. Certains pays européens -- je pense à la Grèce -- ont proposé d'augmenter de 50% la capacité en eau de la ville de Tripoli. Donc, on est rentrés extrêmement dans le détail. Il est impossible d'additionner tout ce qui a été demandé, mais c'est

un plan qui est engage. Il y a eu les demandes de nos amis représentant la Libye et puis, il y a eu les demandes de tous les amis de la Libye pour la réconciliation, pour le pardon, pour l'Etat de droit, pour la liberté. Voilà, c'est la rencontre entre ces deux demandes qui a fait les quelque quatre ou cinq heures de réunion que nous avons eues ensemble.

QUESTION -- Une question qui s'adresse en priorité aux deux présidents SARKOZY et ABDEL JALIL. Vous nous avez parlé tout à l'heure qu'il fallait continuer les opérations militaires de l'OTAN jusqu'à ce que M. KADHAFI ne constitue plus une menace. Est-ce que cela signifie, est-ce que la condition est que M. KADHAFI soit arrêté ou mis hors d'état de nuire avant un éventuel arrêt de ces opérations ? Et deuxième question concernant l'aide, vous avez promis le dégel des avoirs, etc. Est-ce que vous avez fixé des conditions précises au CNT en matière de feuille de route démocratique comme condition à cette aide ?

LE PRESIDENT -- Nous n'avons pas fixé des règles au CNT. La révolution libyenne, c'est la Libye dirigée par les Libyens. Mais le Premier ministre libyen lui-même a proposé qu'il y ait une commission d'experts internationaux pour les aider à réfléchir à la façon dont ces fonds dégelés, qui représenteront une somme importante, pourront être utilisés au mieux. Mais c'est les Libyens qui conduiront cela.

Deuxièmement, l'engagement, la charte du CNT est très claire sur les délais, sur la constitution, sur les élections. Chacun de ceux qui ont rencontré les représentants du CNT sont à chaque fois plus convaincus de leur bonne foi. Sur M. KADHAFI, il est sûr qu'il représente une menace. Nous, nous considérons qu'on ne combat pas les terroristes avec les méthodes des terroristes et les dictateurs avec les méthodes de dictateurs. La Libye, nous souhaitons qu'elle s'oriente vers un Etat de droit. M. KADHAFI et ses mercenaires présentent une menace aujourd'hui. Vous dites « éliminer », je ne sais pas ce que veut dire le mot « éliminer ». M. KADHAFI doit être arrêté et les Libyens décideront librement s'il convient qu'il soit jugé en Libye ou devant les juridictions internationales. Ce n'est pas notre décision, c'est celle des Libyens. Mais nous sommes bien dans le cadre d'un Etat de droit.

De la même façon que M. GBAGBO en Côte d'Ivoire a été arrêté et sera déféré à des autorités. Il peut y avoir un fait de guerre. Il peut y avoir des éléments de cette nature, mais c'est cela que nous souhaitons et c'est bien dans ce cadre-là que nous inscrivons notre action. David CAMERON a sans doute son avis à donner sur le sujet.

M. DAVID CAMERON -- Je vous suis tout à fait. C'est vrai que cela dépend des Libyens et c'est à eux de choisir ce qu'ils feront avec M. KADHAFI quand ils l'auront retrouvé. Pour ce qui est des opérations de l'OTAN, elles doivent se poursuivre tant que des vies civiles sont en danger et c'est d'ailleurs une demande qui nous a été faite par les Libyens.

QUESTION -- Monsieur le Président, nous sommes tous convaincus sur les armes du CNT, mais la situation sur le terrain est qu'aujourd'hui le pouvoir militaire de Tripoli est exercé par l'ancien Emir du GICL (Groupe Islamique de Combat en Libye), ancien combattant en Tchétchénie et en Afghanistan. Est-ce qu'on pouvait s'attendre à ce que ce soit plutôt le général YOUNES à qui on confie cette tâche ? Mais malheureusement le général YOUNES a été assassiné au mois de juillet à Benghazi. Peut-être que le Président ABDEL JALIL et le Premier ministre JIBRIL pourront nous dire quelle idée ils se font de cet assassinat et est-ce que vous êtes tous les six inquiets ou pas vraiment inquiets par le fait que ce soit cet homme qui, aujourd'hui, exerce le pouvoir militaire à Tripoli ?

M. MOUSTAFA ABDEL JALIL -- Je vais laisser le Premier ministre Mahmoud JIBRIL répondre à cette question. C'est lui qui parle à ce sujet mais il exprime l'opinion de tous les Libyens. Je vous remercie.

M. MAHMOUD JIBRIL -- Cette question est en fait en deux volets. Le premier volet concernant l'assassinat du Martyr Abdel Fatah YOUNES et le second volet concerne ce qui se passe à Tripoli et les chefs de la révolution sur le terrain.

Concernant l'assassinat du Martyr Abdel Fatah YOUNES, le CNT a entamé une enquête dans deux directions. Une enquête administrative dont les résultats ont paru et il est nécessaire de prendre un certain nombre de décisions. A l'issue de cette enquête administrative, il nous est apparu qu'il y a eu certains agissements administratifs inadéquats. Nous avons ainsi reconfiguré

apparaît que il y a eu certains égèvements administratifs masqueront mes avoirs emier reconnaître le bureau exécutif. L'enquête criminelle est en cours. Nous avons arrêté un certain nombre des participants à ce crime. Certains ont reconnu leur participation mais d'autres participants sont encore en fuite. L'enquête est encore en cours parce qu'il ne s'agit pas uniquement d'arrêter les auteurs de ce crime mais il s'agit essentiellement de savoir s'il existe un groupe, une association terroriste, un groupe terroriste organisé derrière cet assassinat. Et c'est là, la chose la plus importante pour nous. Ce que nous voulons affirmer au sein du CNT et du bureau exécutif, c'est que cette enquête sera menée en toute transparence, les résultats seront proclamés de façon publique et quels que soient ceux qui étaient derrière cet assassinat, eh bien, ils seront nommés et la justice prendra son cours.

Concernant la situation à Tripoli. Tripoli s'est soulevée de l'intérieur avec l'aide de révolutionnaires de l'extérieur, de Djebel Gharbi, de Misrata, de Zaouïa, de Tarhouna. Un grand nombre de révolutionnaires sont venus de l'extérieur pour aider Tripoli et cette aide était demandée et nécessaire pour compléter le rôle héroïque des révolutionnaires de Tripoli. Et aujourd'hui, ce qui est demandé -- et on a eu un accord à ce sujet -- c'est que ces révolutionnaires remettront leurs armes une fois que leur mission sera terminée. Soit ils rejoindront l'armée nationale que nous allons former, soit ils rejoindront la nouvelle force de police qui sera constituée. Un Haut Conseil de Sécurité a été constitué à Tripoli et qui inclut des dirigeants de la police, de l'armée et des unités de révolutionnaires. Nous espérons que ce Conseil accueillera un nombre grandissant de membres pour qu'il puisse instaurer la paix et qu'il constitue un exemple pour d'autres régions qui sont encore sous le contrôle de M. KADHAFI pour leur montrer que la sécurité est là, que la paix est là et que tous nos efforts vont dans le sens du processus de développement.

QUESTION -- Je pose une question à David CAMERON. Les Nations Unies et le Président SARKOZY ont réussi à rassembler l'opinion de la communauté internationale derrière le Conseil national de transition, mais est-ce que le CNT peut faire le même travail sur son propre terrain, sur le sol libyen et éviter les dissensions internes, comme c'est le cas en Irak depuis 2003 ?

M. DAVID CAMERON -- Alors je pense qu'il ne faut pas nous reposer sur nos lauriers. Il faut aller de l'avant. Il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière de résistance qui reste vive et de poches qui restent loyales à M. KADHAFI. Mais à chaque fois que le CNT a été remis en question, eh bien, il a assumé ses responsabilités. Bien sûr, certaines personnes vous diront : « Tripoli n'a rien à voir avec Benghazi, Tripoli va céder au chaos si le CNT prend le contrôle ». Nous n'avons pas vu cela, il n'y a pas eu pour l'instant de factions séparées à l'intérieur du CNT. Il y a une cohésion qui règne. Ce que nous avons pu voir, c'est que le peuple libyen est prêt à s'emparer de son avenir. Alors, bien entendu, tout ne sera pas facile, il faut être honnête et conscient des difficultés. Mais ce qu'on peut voir aujourd'hui, c'est que dans les villes libyennes, les ordures sont ramassées, les hôpitaux rouvrent, les commerces et les banques sont également ouverts et on voit le peuple libyen se rassembler car ils sont prêts à reconstruire leur propre pays. Et, je le répète, il s'agit d'un processus que se sont appropriés les Libyens. Nous sommes là à leurs côtés. Les Français, les Britanniques et les autres partenaires de la communauté internationale sont là pour répondre à leur appel. Mais nous sommes pleinement conscients que le CNT a déjà beaucoup avancé et qu'il va assister le peuple libyen pour bâtir un nouvel avenir.

QUESTION -- Merci, Monsieur le Président. Si vous le permettez, j'ai deux questions : une à Son Altesse l'Emir du Qatar et une question à Monsieur le Président ABDEL JALIL. Altesse, quelle est votre vision concernant la Libye de demain et quel genre d'aide vous pouvez accorder pour aider le peuple libyen ?

Je m'adresse à M. ABDEL JALIL. Je sais qu'il y a une tension entre vous et votre voisin, l'Algérie. Est-ce que l'Algérie est prête à reconnaître votre Conseil national et si cette reconnaissance pourrait donc faciliter les relations entre vous ?

M. MOUSTAFA ABDEL JALIL - Il est évident que la prochaine étape pour la Libye est extrêmement importante, aussi bien pour les pays du monde que le monde arabe. Est-ce que cette révolution qui a demandé l'aide de la communauté internationale est capable d'exercer la démocratie avec beaucoup de sagesse ? Il y a des questions qui sont posées concernant certains

révolutionnaires, certains insurgés et sur la situation sécuritaire. Nous devons reconnaître que, sans l'action des révolutionnaires et des insurgés, nous n'aurions pas remporté cette victoire. M. CAMERON a raison lorsqu'il a dit que les villes libérées l'étaient grâce à l'action des révolutionnaires.

Comme l'a dit le chef du CNT, il y a deux volets. Il y a ceux qui ont fait le travail sur le terrain, qui ont libéré ces villes des mercenaires et ils doivent assumer la sécurité. Vous, en France, vous avez eu la police, les forces de la police, les gendarmes, les gendarmeries etc. En Libye, il n'y avait rien. Je pense que c'est là un volet extrêmement important, mais parallèlement, il faut également accorder une importance aux volets du développement : le développement, les écoles, la santé, etc. Nous, nous avons concentré nos efforts sur l'idée de débloquer les avoirs et maintenant nous posons la question suivante : pourquoi est-ce que les Libyens n'agissent pas de sorte à exporter ou faire exporter leur pétrole dès maintenant ? Il y a également les forces de la police qui a besoin de formation, les Libyens ont besoin d'aide de la communauté internationale pour assurer cette formation.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question. Je voudrais dire que l'Algérie est un pays membre de la Ligue arabe, la Ligue arabe qui adoptait la résolution concernant l'appel lancé à la communauté internationale pour assumer la responsabilité vis-à-vis de la Libye. L'Algérie faisait partie des pays qui ont donc voté cette résolution qui a mené au travail, à l'action en vue des blocus et d'établir la zone d'exclusion aérienne. Il y a une présence de la Libye, de l'Algérie dans cette conférence, de nos amis de l'Egypte, etc. Tous ces pays ont assisté à la conférence qui a pris la décision d'établir une zone d'exclusion aérienne. Nous apprécions la position prise par tous les pays et tous les peuples arabes. Nous ne prenons pas toujours au sérieux certains points. Nos frères algériens ont peut-être fait quelques commentaires mais qui ont été exagérés par les médias. Nous apprécions nos amis, nos frères algériens, donc le peuple algérien et le peuple libyen sont des peuples frères.

QUESTION -- Question pour le Président ABDEL JALIL et le Premier ministre JIBRIL, et ensuite deux autres questions pour les autres participants. Est-ce que vous pouvez nous dire clairement si vous souhaitez que les opérations de l'OTAN continuent jusqu'à la capture du colonel KADHAFI, parce que les pays de la coalition disent que c'est à vous de décider combien de temps l'opération doit se poursuivre ?

Ma deuxième question : est-ce qu'à l'issue de cette conférence aujourd'hui, elle s'adresse en particulier au Premier ministre CAMERON et au Président SARKOZY, est-ce qu'à l'issue de cette conférence, vous considérez qu'à l'ONU vous allez parvenir à obtenir une décision de dégel de l'ensemble des fonds libyens gelés, c'est-à-dire avec l'accord de la Russie et de la Chine et des autres pays du Conseil de Sécurité, une levée des sanctions ? Et enfin, si je peux me permettre, est-ce que vous pouvez nous dire comment vous comptez surmonter la division profonde qui existe au sein du Conseil de Sécurité à l'issue de cette opération en Libye ? Un certain nombre de pays au Conseil de Sécurité se sont opposés et ont vivement critiqué cette opération. Et le Conseil, l'ONU, sont bloqués sur le dossier de la Syrie. Est-ce qu'à l'issue de cette réunion aujourd'hui, vous pensez avoir réussi à rassembler un peu plus de consensus disons, pour aller de l'avant au Conseil de Sécurité à propos de la Syrie ? Merci.

M. MOUSTAFA ABDEL JALIL -- En ce qui concerne la première partie de la question, la communauté internationale apprécie notre situation et la communauté internationale a demandé la poursuite des opérations des alliés. Vous avez entendu les menaces du fils de KADHAFI hier, les nouvelles intentions continuent à être présentes et donc, nous apprécions l'aide de la communauté internationale dans ce sens.

LE PRESIDENT -- La première, c'est que sur le terrain, les Libyens se sont libérés eux-mêmes. Ils ont combattu les armes à la main courageusement. Nous les avons aidés, mais ils se sont libérés eux-mêmes. C'est quelque chose qui est extrêmement important à comprendre dans le processus de la révolution libyenne.

Deuxièmement, nous avons demandé, tous, au CNT d'avoir le souci de s'élargir au fur et à mesure que la Libye se libérait, ce qu'ils font. Mais comment dire au CNT : élargissez-vous, et ne

pas nous-mêmes en tirer des conséquences sur la coalition. Lorsque nous avons fait la Conférence de Paris au mois de mars, nous étions si mon souvenir est exact vingt et un pays et aujourd'hui nous étions soixante-trois. Vous avez parlé de l'Algérie. Le ministre des Affaires étrangères algérien était là. C'est un geste que nous avons apprécié, il était porteur d'un message chaleureux qu'il m'a transmis de la part du Président BOUTEFLIKA. Mais la Chine était représentée, l'Inde était représentée, la Russie était représentée, le Brésil était représenté. Est-ce à dire que nous n'avons pas eu des désaccords au début ? Bien sûr que si, et si cela n'avait pas été le cas, M. JUPPE n'aurait pas eu tant de mal à obtenir brillamment la résolution au Conseil de sécurité. Mais ils sont venus, les choses progressent. Est-ce à dire que nous sommes d'accord sur la prochaine résolution, parce que prochaine résolution, il y aura ? Cela progresse. Je dirais même à l'endroit de l'Afrique du Sud qui n'était pas présente, que je prendrai l'attache du Président ZUMA pour le convaincre de nous aider. Nous avons besoin de tout le monde. La Libye a besoin de tout le monde. Tournons-nous vers l'avenir et n'engageons pas, me semble-t-il, des débats sur le passé.

Vous parlez de la Syrie. On en a longuement parlé, le Premier ministre, le ministre d'Etat, M. CAMERON et moi, c'est incontestablement quelque chose qui devrait avancer plus vite, parce qu'il y a des gens qui meurent en Syrie, que le pouvoir syrien a franchi l'inacceptable. Mais que la Libye démocratique, c'est une chance pour la Tunisie et c'est, me semble-t-il également, une opportunité pour l'opposition syrienne qui, elle aussi, a le droit à la liberté et à la démocratie. De toute façon, en ce qui concerne la France, nous nous sommes rangés aux côtés des peuples arabes dans leur aspiration à la démocratie. Nous ne changerons pas de politique. Tout notre travail maintenant va être de rassembler le consensus pour essayer de renforcer encore les sanctions et être encore plus efficaces sur la Libye.

M. DAVID CAMERON - Vous avez posé deux questions spécifiques, notamment sur le déblocage des fonds par le biais de la levée des sanctions au Conseil de Sécurité. Pour l'instant, nous avons procédé, étape par étape, de manière ad hoc. Ainsi, comme je vous l'ai dit, la Grande-Bretagne a débloqué 1 milliard de dinars libyens qui ont, d'ores et déjà, été renvoyés au CNT. Nous sommes d'ores et déjà, nous, en train de débloquent les avoirs, mais il faut une résolution plus large. Nous essayons de la rédiger de la manière la plus large possible.

Vous avez parlé de division au sein du Conseil de Sécurité. Au sujet de la Libye, il y a eu une résolution, une résolution de 1973 qui a été adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies avec le soutien de la Ligue arabe. Nous avons cette volonté d'agir, nous avons ce sentiment d'obligation morale d'éviter le massacre à Benghazi et nous avons pu agir. Bien entendu, c'est frustrant de voir qu'aujourd'hui nous n'arrivons pas à obtenir une résolution plus forte sur la Syrie. Je trouve que ce qui se passe en Syrie, c'est terrifiant. Le monde doit se lever et prendre la parole. Nous avons besoin davantage de sanctions, d'interdictions de voyage, de gels des avoirs. Ce que le régime continue à faire est inacceptable. La Grande-Bretagne et la France continueront à pousser pour avoir une résolution.

QUESTION -- Monsieur le Président, est-ce que vous comptez vous rendre prochainement à Tripoli ? Est-ce que vous envisagez de le faire avec le Premier ministre CAMERON ou le Cheikh du Qatar ou est-ce que vous attendez que M. KADHAFI ait été capturé pour engager ce voyage ?

LE PRESIDENT -- D'abord, ce n'est un secret pour personne que M. CAMERON et moi, nous avons été invités par nos amis du CNT, que ce soit le Président ou le Premier ministre. Cela fait bien longtemps que nous y avons été invités.

Deuxièmement, nous pensons qu'il est très important que le Président et le Premier ministre soient installés à Tripoli si nous acceptons cette invitation pour nous y recevoir.

Troisièmement, il y a des conditions de sécurité qui sont en voie d'être remplies. Et donc, s'il y a un jour l'opportunité de rendre une visite à ce pays ami, à ce pays frère, maintenant, c'est avec plaisir que nous y répondrons. Alors si en plus, c'est pour y aller en compagnie de David CAMERON, je vous confirme qu'il n'y a pas de problème de principe, et si Son Altesse l'Emir du Qatar souhaitait être là également. Ecoutez, rencontrer la population libyenne serait pour nous un honneur et une joie. Et dans le fond, qu'est-ce que nous avons fait ? Nous avons essayé d'être aux côtés de la rue arabe. Qu'est-ce qu'elle a dit la rue arabe ? Elle n'a pas dit : « à bas

son côté de la rue arabe. Ce côté ce que elle a dit la rue arabe : Elle n'a pas dit : « à bas l'Occident ». Elle n'a pas dit : « à bas les Américains ». Elle n'a pas dit : « à bas Israël ». Elle n'a pas dit : « à bas l'Europe ». Elle a dit : « nous voulons la démocratie, nous voulons l'Etat de droit, nous voulons de bonnes écoles pour nos enfants et nous voulons le progrès économique ». Alors, est-ce qu'un jour, si nous avons l'opportunité de rencontrer ces peuples arabes dont on explique depuis tant de temps que quand elle descend, quand le peuple arabe descend dans la rue, c'est pour soutenir les plus extrémistes. Et on voit qu'en Tunisie, ce n'est pas le cas. On voit qu'en Egypte, ce n'est pas le cas. On voit qu'en Libye, ce n'est pas le cas. Oui, ce serait un grand honneur et un grand plaisir. Mais pour tout un tas de raisons, il n'y a pas de date fixée.

CHEIKH HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI -- Je remercie Monsieur le Président qui m'a invité avec M. CAMERON à nous rendre en Libye. Je peux vous inviter moi-même, je suis chez moi en Libye. Le Président fait partie de la famille, donc je vous souhaite la bienvenue en Libye. J'ai l'intention de rendre visite à mes amis et mes frères en Libye, mais lorsqu'ils l'auront voulu eux-mêmes.

Permettez-moi de dire qu'il y avait un projet de vous inviter à Benghazi, mais lorsque nous avons été sur le chemin de conquérir Tripoli, nous avons remis ce plan et ce projet afin de vous inviter vraiment, vous, les pays qui ont appuyé notre révolution.

LE PRESIDENT -- Nous, nous avons toujours, David CAMERON et moi-même, milité contre toute partition de la Libye. Le travail qui a été fait, c'est pour une Libye démocratique. Et la visite que nous aurions faite à Benghazi, il y aurait eu des opportunités, il nous a semblé que c'eût été un mauvais signal, un signal de partition, en vérité, qui aurait laissé à supposer qu'entre l'Est et l'Ouest, qu'entre le Nord et le Sud de la Libye, il y avait une impossibilité à vivre ensemble. Or, nous voulons exactement transmettre un message différent : le soutien au CNT à Tripoli, ce qui n'empêche pas d'autres visites. Mais c'est même assez réfléchi, Monsieur HERVOUET, tout cela.

Merci, merci à tous.